

RAPPORT
ANNUEL
2024





SOMMAIRE

Instances	4	Compte de résultat de l'exercice 2024	24
Mot du Comité	6	Bilan au 31 décembre 2024	26
Pour ses 40 ans, emp'ACT a fait des vagues !	7	Annexe 1 : tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2024	27
Vie associative	10	Annexe 2 : financements reçus pour les projets en 2024	28
Présence dans la cité	12	Répartition des fonds	30
Droits et empowerment des femmes	14	Un grand merci !	31
Justice environnementale et accès à l'eau	17		
Souveraineté alimentaire et énergétique	21		

Édité par emp'ACT, Genève, juin 2025. Imprimé en 300 exemplaires sur papier recyclé FSC.

Illustration de couverture : Gardienne de l'eau. Projet Mujeres del agua, à Arequipa, Pérou. Graphisme : Nicolas Courlet.

INSTANCES

Comité

Présidente :

Claudia Wyrsch

Membres :

Umberto Bandiera, Laurence Gaubert-Henry, Blanca Murcia Forero (jusqu'au 29.09.2024), Estelle Rosa, Dalia Pacheco (Vice-présidente) et Delphine Stalder.

Vérificateurs·trices aux comptes

Internes :

Robert Dupertuis et Ingrid Rojas.

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

GT 40 ans

Dalia Pacheco (coordinatrice), Monica Cavadini, Henri Mégroz, Maria Opazo, Estelle Rosa et Claudia Wyrsch.

Secrétariat

Alejandro Mackinnon (Secrétaire général), Sandra Ernesto (Chargée de projets) et Véronique Vincent Samson (Chargée de communication et de recherche de fonds, jusqu'au 31.03.2024). En mission temporaire : María Gloria De Mestral, Lea Ducret, Simon Roth, Virginia Villegas-Pasche.



Pierre Ghirardi
(fondateur GeTM),
Soirée 40 ans

MOT DU COMITÉ

Chères et chers membres, donatrices-teurs collaboratrices-teurs, bénévoles d'emp'ACT, ami-e-s,

Un grand MERCI d'avoir répondu présent·e-s pour fêter les 40 ans d'emp'ACT ! 2024 aura été une année riche en partages, célébrations et échanges d'idées. Que de chemin parcouru ! Que de mutations notre association aura vécu en 40 ans ! En gardant un esprit fidèle à ses valeurs : Solidarité, Inclusion, Justice et Engagement citoyen.

L'année 2024 a également été marquée par un combat mené aux cotés d'autres ONG, afin de faire respecter les engagements de la Suisse, la solidarité internationale étant en grave danger.

En effet, alors même que les inégalités mondiales se creusent, que les populations du Sud Global voient leur vulnérabilité s'aggraver, la réduction massive au niveau mondial des fonds publics destinés à la coopération internationale au profit de politiques sécuritaires voire militaristes n'est pas seulement irresponsable, mais incohérente et inacceptable.

Pour emp'ACT, après de longs mois d'incertitude, les chiffres récents confirment une chose : il faudra faire plus, avec moins. Moins de moyens, mais pas moins d'engagement.

Cela exige de nous une adaptabilité sans faille, une intensification de la recherche de financements, une réévaluation de nos priorités et un renforcement de nos bases. Nous ne baisserons pas les bras !

Nous continuerons à nous mobiliser pour défendre un principe fondamental, inscrit dans la loi (LFSI- RSG D 1 06) : la solidarité internationale ne se négocie pas, elle se respecte.

Dans ce contexte, l'engagement bénévole est plus que jamais un pilier essentiel de notre action. Il est garant de notre résilience et de notre indépendance.

Nous avons donc besoin de vous et pour paraphraser notre slogan 2024 « Ensemble, faisons des vagues ! » :

- Faisons des vagues car nous n'acceptons pas que l'aide suisse au développement soit ainsi bafouée ;
- Faisons des vagues car il est de notre devoir à tou-te-s de mettre en lumière les inégalités, les injustices et les violences à l'encontre des personnes et de la société civile ;
- Faisons des vagues car l'accès à l'eau est un droit fondamental et garantir son accès universel, un véritable défi face au changement climatique, face aux vellétés de privatisation et aux pressions des intérêts économiques ou encore face à la pollution.

Votre soutien fait la différence !

emp, 40ans
initiatives solidaires
et durables
ACT

POUR SES 40 ANS, EMP'ACT A FAIT DES VAGUES !

À l'occasion de son 40^e anniversaire, emp'ACT s'est mobilisée autour d'un enjeu capital : le droit à l'eau potable. À travers une série d'événements, emp'ACT a sensibilisé le public genevois sur l'importance de l'eau comme bien commun et droit humain inaliénable.

Face aux défis globaux liés au réchauffement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, emp'ACT a choisi de faire du droit à l'eau potable le fil rouge de ses célébrations du 40e anniversaire. En Colombie, au Pérou et au Togo, emp'ACT soutient la gestion communautaire de l'eau, la préservation des ressources naturelles, et le rôle des femmes dans la gestion de l'eau. Ces actions visent à renforcer la résilience des communautés touchées par la rareté de l'eau et à promouvoir l'accès équitable à cette ressource vitale.

Une table ronde pour repenser l'accès à l'eau

Une table ronde sur le thème : « L'eau : bien commun ou marchandise ? Droit humain ou privilège ? » a eu lieu le jeudi 19 septembre 2024, à Unimail, dans le cadre d'Alternatiba.

Le droit à l'eau potable, reconnu comme un droit humain par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2010, est loin d'être une réalité pour tou-te-s. Alors que l'accès à l'eau est vital pour la survie humaine et la dignité, des millions de personnes à travers le monde continuent de vivre sans accès sécurisé à cette ressource essentielle. La question se pose avec acuité : l'eau est-elle un bien commun universel ou un privilège réservé à certaines personnes ?

Alors que les tensions autour de l'eau s'intensifient dans le monde, cette table ronde a offert un espace de réflexion et d'action pour garantir que l'eau, source de vie, reste un bien commun et un droit pour tou-te-s, et non un privilège pour quelques un-e-s.



Table ronde, Unimail, septembre 2024

Un anniversaire sous le signe de la solidarité

L'événement a réuni des spécialistes du domaine pour explorer les enjeux complexes qui entourent l'accès à l'eau et discuter des moyens de garantir ce droit fondamental pour tou-te-s. Parmi les intervenant-e-s, Pedro Arrojo Agudo, Rapporteur spécial sur les droits de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH), a apporté son expertise sur les défis globaux liés à l'eau. Il a été rejoint par Géraldine Pflieger, Directrice de l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Genève et co-directrice de la Chaire UNESCO en Hydropolitiques, ainsi que par Blanca Murcia Forero, d'emp'ACT, qui a partagé les expériences soutenues par notre association en Colombie.

La table ronde a été suivie d'une performance artistique par Global Water Dances Geneva, une manière originale de sensibiliser le public à l'importance de l'eau à travers l'expression corporelle et la danse. Ce moment artistique a donné lieu à un temps d'échanges et de réseautage, offrant une occasion privilégiée aux participant-e-s de poursuivre la discussion dans une ambiance conviviale.

Les célébrations du 40^e anniversaire d'emp'ACT se sont poursuivies le samedi 21 septembre avec une soirée solidaire au Point Favre, à Chêne-Bourg. Cette soirée, placée sous le signe de la convivialité et de la solidarité, a réuni les diverses générations qui ont constitué l'âme de l'association. Les fonds récoltés ont été affectés au projet « Accès durable à l'eau, un pas vers la souveraineté alimentaire » dans la région des Savanes, au Togo. Ce projet est crucial pour garantir l'accès à l'eau potable et la sécurité alimentaire dans cette région vulnérable.



Soirée solidaire
40 ans

VIE ASSOCIATIVE

Contexte général et dynamique associative

L'année écoulée a été marquée par la dégradation du contexte de la solidarité internationale et par l'organisation des manifestations liées au 40^e anniversaire de l'association.

Le Comité s'est réuni à une dizaine de reprises pour traiter des questions institutionnelles, notamment la gouvernance et l'organisation de la transition en lien avec les postes clés à pourvoir dans les années à venir. Ces travaux ont été soutenus par plusieurs groupes de travail, dont un groupe ad hoc dédié à la préparation et à la coordination des événements du 40^e anniversaire.

Évolution du contexte de la coopération et adaptation stratégique

Une analyse approfondie des évolutions dans les politiques de coopération, du retrait de la DDC d'Amérique latine et des restrictions budgétaires a permis d'adapter notre stratégie institutionnelle, notamment sur les questions de financement.

Les incertitudes persistantes sur la disponibilité des fonds publics nous ont conduit à reporter la décision d'intervenir dans un nouveau pays. Nous avons jugé prioritaire de ne pas susciter de fausses attentes auprès de partenaires potentiels déjà identifiés.

Réalités de terrain et renforcement des capacités des partenaires

Les projets soutenus ont progressé au rythme des échanges, des visites de terrain, des négociations ainsi que de la rédaction des dossiers et des rapports. L'ensemble de ces actions s'inscrit dans des contextes sociopolitiques fragiles : Au Pérou, la situation reste tendue en raison de la corruption, de l'insécurité liée à la présence de bandes mafieuses dans les quartiers populaires, et de politiques autoritaires restreignant l'accès aux droits fondamentaux, notamment en matière d'égalité et de genre. En Colombie, le contexte politique favorable a permis des avancées majeures visant la promulgation d'une loi sur la gestion communautaire de l'eau ; néanmoins, les menaces et l'insécurité visant les leaders

communautaires restent très préoccupantes. Au Togo, une prise de conscience progressive des effets du changement climatique est en cours. Toutefois, les perspectives d'une véritable décentralisation politique s'amenuisent.

Dans ces contextes, notre stratégie de partenariat vise à renforcer les compétences de nos partenaires à travers l'accès à des formations et des échanges d'expériences. L'objectif est de leur permettre d'adapter leur travail aux réalités de terrain et de limiter les incertitudes liées aux contextes locaux.

Une délégation d'emp'ACT a réalisé une visite aux trois projets au Pérou afin de constater l'évolution des projets et d'identifier des actions futures.

Ressources humaines et collaboration

Pour des raisons budgétaires, le secrétariat a dû se séparer d'un poste à 50 %. Malgré cela, l'équipe a été temporairement renforcée par des professionnel-le-s qui ont apporté leurs compétences dans le cadre de missions financées par les programmes PPE+ (APRES-Genève) et SYNI (Ville de Lausanne). Nous avons également accueilli des étudiant-e-s de l'Université de Genève pour des stages de formation pratique.

Travail en réseau et échanges

Nous poursuivons notre engagement au sein de la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PSA) de la FGC. Cette participation a permis de mettre en relation nos partenaires togolais avec d'autres organisations travaillant sur des thématiques similaires. Dans ce cadre, des ateliers d'échange d'expériences ont eu lieu, favorisant la création de liens et le partage de bonnes pratiques entre les membres de la PSA.

Nous avons maintenu une présence active sur les réseaux sociaux, notamment LinkedIn, Facebook et Instagram. Dans le cadre de notre engagement en faveur du plaidoyer, nous avons soutenu et relayé les campagnes d'Alliance Sud sur le financement de la solidarité internationale par la Confédération et de la Coalition pour des multinationales responsables, en faveur d'une meilleure régulation des entreprises opérant à l'international.



LA PRÉSENCE DANS LA CITÉ

Janvier

« Chinafrique : entre partenariat et néocolonialisme »

Organisation de la table ronde dans le cadre du Festival Black Movie. Cet événement a marqué le début de notre partenariat avec ce festival.

Février

« La solidarité dans tous ses états »

Participation avec un stand lors du Forum organisé par la FGC en partenariat avec la Commune de Planles-Ouates. Nous y avons également pris part à la table ronde sur les effets du changement climatique et les adaptations possibles dans les domaines de l'agroforesterie et de l'agroécologie.

Avril

« Projets de développement et urgence climatique : impacts et solutions »

Participation à l'émission « Esprit solidaire » sur les effets du changement climatique dans les projets de développement, avec une présentation spécifique des projets de développement rural au Togo.

Mai

Forum « Projets de développement : des solutions face à l'urgence climatique »

Tenue d'un stand à cet événement organisé par la FGC, en partenariat avec la Ville de Genève et l'HEPIA (Haute École de pratique interculturelle et de l'agriculture).

Discussion post-projection,
Festival Filmar



Juin

Fête de la Musique

Participation traditionnelle avec un stand pour collecter des fonds et mettre en avant le projet « Mujeres del agua », Arequipa, Pérou.

Août

Assemblée Générale

Tenue de notre Assemblée Générale annuelle à la Maison des Associations.

Septembre

« L'eau : bien commun ou marchandise ? Droit humain ou privilège ? »

Organisation d'une Table ronde, à Unimail, un moment de réflexion sur la gestion de l'eau en tant que ressource vitale et universelle.

Fête solidaire

Organisation d'une fête solidaire au Point Favre, à Chêne-Bourg, pour soutenir le projet « Accès durable à l'eau : un pas vers la souveraineté alimentaire » (Togo).

Octobre

Projection du film « Mujeres del agua »

Organisation de la projection du film au Cinéma Bio de Carouge, dans le cadre de la manifestation « Plus de quarante ans d'aide aux pays en développement », organisée par la Commission Coopération et Solidarité internationale de la Ville de Carouge.

« Des projets pour défendre l'eau »

Diffusion d'une émission d'Esprit Solidaire sur Léman Bleu, avec une présentation des projets soutenus par emp'ACT en Colombie.

Novembre

Festival « Filmar en América Latina »

Participation au festival avec la remise du prix FOCUS SUD, en partenariat avec la FGC et Solidar Suisse. Nous avons également animé une discussion à la suite de la projection du film « La piel en la primavera » et organisé des médiations auprès des élèves des cycles d'orientation après la projection du film « Raiz ».

DROITS ET EMPOWERMENT DES FEMMES

Pérou Ciudad Mujer II : Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire

| EN COURS | 2022-2025 | avec Desco Ciudadano

Le projet poursuit son cheminement pour défendre le droit des femmes, à Lima, et influencer les politiques publiques en faveur d'une ville plus inclusive et sûre. Dans un contexte de crise institutionnelle sévère, les inégalités et le « non-droit » à la ville se sont accentués. Pour y répondre, Ciudad Mujer II a renforcé la participation citoyenne et les capacités de plaidoyer des femmes, augmentant leur visibilité et leur pouvoir d'influence. La promotion de « l'Agenda Politique des Femmes pour la Ville de Lima » a été maintenue malgré les résistances. Plus de 650 femmes ont consolidé leurs compétences pour intervenir dans les décisions politiques locales.

À travers l'Université libre des femmes, 84 participantes ont suivi des formations certifiées en leadership et participation citoyenne, en partenariat avec l'Université San Marcos. 437 femmes ont mis en œuvre des projets sociaux et interventions urbaines dans leurs quartiers, promouvant l'égalité et l'inclusion.

Le projet a aussi soutenu l'inscription d'associations féminines au Registre Unique des Organisations Sociales (RUOS), indispensable pour accéder aux Budgets Participatifs Communaux. Une association a ainsi obtenu un financement pour la création d'un refuge pour femmes victimes de violence.

Enfin, un plan de plaidoyer a été élaboré à partir d'un rapport de veille citoyenne, outil stratégique pour défendre les droits des femmes face aux lacunes des politiques publiques.

« Aujourd'hui, nous pouvons être présentes dans les espaces de décision pour faire face à la situation dans laquelle nous vivons. » — Narda Mendoza, Centro de Desarrollo de la Mujer Negra Peruana (CEDEMUNEP).

Pérou Empowerment des filles et des adolescentes pour la restitution et la promotion de leurs droits

| EN COURS | 2022-2025 | avec Cesip

Au Pérou, les droits des filles et adolescentes sont gravement menacés par la violence, la discrimination, l'insécurité et la pauvreté croissante. Cette situation entraîne une hausse alarmante des violences, des grossesses précoces, du décrochage scolaire et de l'exploitation domestique. En 2024, entre 700 et 800 adolescentes disparaissent chaque mois, et la majorité des cas de violences sexuelles concernait des filles. Les institutions de protection manquent de moyens et sont peu accessibles, tandis que la crise politique, marquée par une dérive autoritaire, affaiblit davantage les mécanismes de recours, qu'il s'agisse des voies juridiques ou institutionnelles permettant aux victimes d'obtenir protection ou justice.

Dans ce contexte, le projet a permis des changements importants dans la vie de nombreuses filles et adolescentes des quartiers à risque de Lima et Cuzco. Il a renforcé leur autonomie, leur capacité à s'exprimer et leur engagement communautaire. Sur l'ensemble des filles accompagnées, 49 adolescentes ont été formées au leadership, communication et participation active à la vie collective et scolaire, ce qui leur a permis de porter leurs initiatives au sein de leurs écoles et communautés.

98 filles à risque d'abandon scolaire ont pu rester ou réintégrer le système éducatif grâce à un accompagnement personnalisé et plus de 2 000 parents ont été sensibilisés à une éducation égalitaire. En collaboration avec les institutions locales, le projet a également mis en œuvre des activités de sensibilisation sur les violences de genre et les droits des adolescentes, renforçant ainsi les liens entre familles, écoles et institutions locales pour un environnement plus protecteur et inclusif.



11 Octobre, Journée Internationale de la fille. Lima, Pérou

Colombie Les femmes tissent des routes de dignité et de paix à Antioquia

| **TERMINÉ** | 2022-2024 | avec **Vamos Mujer**

En Colombie, les engagements du gouvernement actuel pour une transformation sociale coexistent avec une réalité contrastée sur le terrain, marquée par une insécurité croissante, la recrudescence du conflit armé et l'augmentation des violences basées sur le genre. Dans le département d'Antioquia, les femmes sont particulièrement touchées : en 2024, 129 féminicides y ont été recensés, plaçant la région en tête du pays. À cette violence structurelle s'ajoutent les effets des conflits liés aux économies illégales, à la traite, à l'exploitation sexuelle et aux violences sexistes quotidiennes. Dans ce contexte alarmant, le projet a contribué à renforcer les droits des femmes, leur résilience face aux violences, et leur capacité d'action dans leurs territoires.

Plus de 540 femmes et 47 hommes ont participé aux activités du projet. Parmi elles, 200 ont été formées à l'économie solidaire, centrée sur leurs besoins, valorisant le travail de soin, la coopération et l'autonomie à l'occasion de 29 ateliers. Des espaces intergénérationnels entre femmes du projet et élèves et une campagne sur la santé mentale ont été menés dans plusieurs écoles. Le projet a soutenu 22 organisations de femmes, dont 7 ont bénéficié d'une aide à la structuration interne et à la gouvernance démocratique. Deux nouvelles initiatives économiques - un marché de troc pour les agricultrices et une boutique de vêtements de seconde main - ont été mises en place. Enfin, les productions numériques du projet (podcasts, campagnes en ligne, newsletters) ont permis de mieux faire connaître les revendications des femmes et renforcer leur voix au sein des communautés locales. Le projet a permis de consolider les alliances locales et de construire une stratégie durable pour l'autonomie et la dignité des femmes qu'il soutient.



JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET ACCÈS À L'EAU

Colombie Reconnaissance institutionnelle de la gestion communautaire de l'eau

| **TERMINÉ** | 2021-2024 | avec **Penca de Sábila**

Les plaidoyers organisés dans le cadre du projet ont fortement influencé les avancées politiques significatives en matière de gestion communautaire de l'eau en Colombie. Le Gouvernement National a confirmé sa volonté de soutenir une gouvernance plus inclusive qui valorise les initiatives locales en matière d'accès et de gestion de l'eau.

Concrètement, 38 réseaux communautaires de gestion de l'eau ont été renforcés sur les plans juridiques et administratifs, leur permettant de gagner en autonomie et de résister aux tendances de privatisation. Leurs démarches auprès des autorités ont conduit à l'exemption de facturation électronique pour les systèmes desservant moins de 2 500 usagers, allégeant les charges de nombreuses petites structures. Un comité de liaison avec le Vice-ministère de l'Eau, favorise un dialogue direct et permanent entre les communautés et les institutions publiques.

En ce qui concerne la reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau, le Réseau National des Aqueducs Communautaires a joué un rôle central dans la construction collective du projet de loi et dans le plaidoyer politique ayant conduit à son adoption en première lecture par le Sénat, sous le nom de « loi propre aux aqueducs communautaires ». Si elle est définitivement adoptée, cette loi deviendra l'une des premières au monde à reconnaître légalement la gestion communautaire de l'eau comme un élément essentiel du droit humain à l'eau et à l'assainissement.

Sur le plan international, le projet a renforcé la visibilité des initiatives communautaires, notamment grâce à l'appui du Rapporteur spécial des Nations Unies, en les positionnant comme des modèles de protection des droits humains liés à l'eau. Une nouvelle étape démarre en janvier 2025, avec l'objectif de consolider les acquis et de faire avancer le droit à l'eau en tant que bien commun.

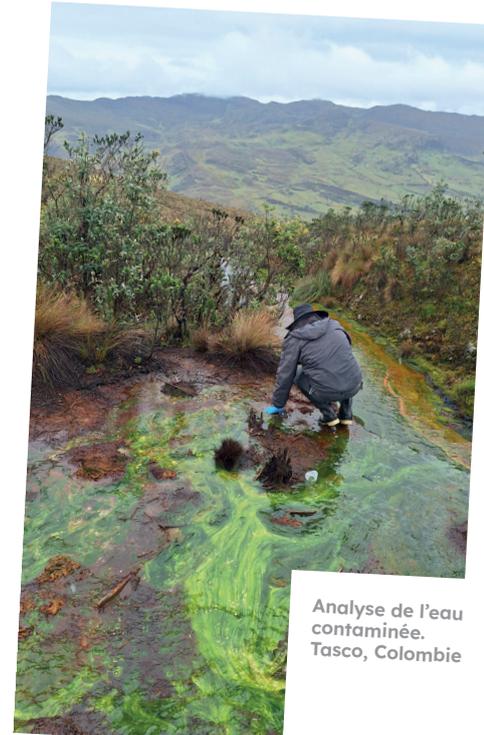
Colombie La gestion communautaire garante d'un accès durable à l'eau potable

| EN COURS | 2021-2025 | avec Enda Colombia

Les inégalités sociales et environnementales, conséquence de l'extractivisme et du contrôle territorial, génèrent des conflits autour de l'accès aux ressources naturelles et rendent les populations locales vulnérables. Ces tensions sont visibles dans les régions du projet, comme le Páramo de Pisba ou Buenaventura, où les activités extractives et l'urbanisation menacent les territoires. La politique actuelle réoriente les priorités vers un développement plus inclusif, centré sur les droits humains et l'environnement. Malgré cela, des obstacles structurels freinent encore les réformes. Dans ce contexte de transition, le projet a contribué à renforcer les initiatives locales pour défendre les territoires et les droits des populations.

Sur le terrain, la participation des femmes dans les réseaux communautaires a atteint un taux moyen de 60 %. Le Monitoreo Ambiental Comunitario (MAC), système de surveillance de la qualité de l'eau, a été déployé dans 100 % des aqueducs communautaires concernés, permettant la collecte de données certifiées — incluant analyses de métaux lourds, pesticides et microbiologie — et renforçant ainsi la veille citoyenne face aux activités extractives, avec plus de 70 actions de défense menées contre des entreprises, autorités ou projets menaçant l'accès à l'eau, les territoires et les droits. En complément, 165 équipements respectueux de l'environnement et adaptés aux réalités locales ont été fournis aux communautés pour mesurer

et améliorer la qualité de l'eau. Simultanément, Enda Colombia a renforcé son plaidoyer et sa coordination dans le cadre du suivi du projet de loi sur la gestion communautaire de l'eau.



Analyse de l'eau contaminée.
Tasco, Colombie

Pérou Mujeres del agua : Reconnaissance du rôle des femmes hautes-andines dans la gestion des ressources hydriques

| TERMINÉ | 2021-2024 |

En 2024, tant la Ville d'Arequipa comme la Réserve de Salinas et d'Aguada Blanca (RNSAB) ont été confrontées à de fortes pressions environnementales : hausse des températures, baisse du niveau des barrages, dégradation de la qualité de l'eau et phénomènes climatiques extrêmes ont accentué la vulnérabilité des populations locales. Dans ce contexte critique, des femmes rurales hautes-andines participantes au projet sont devenues des actrices clés de la gestion durable des ressources naturelles. Elles représentent désormais 30 % du comité de gestion de la RNSAB. L'une d'entre elles siège dans deux instances de planification et gestion des ressources hydriques.

L'agenda des Femmes, élaboré dans le cadre du projet et intégré au Plan Directeur 2024-2028 de la RNSAB, a permis de structurer un réseau de 12 associations de femmes actives dans l'artisanat et l'écotourisme, valorisant les savoirs ancestraux dans des activités durables.

L'école de leadership Sinchi Warmi, a formé 137 femmes à la prise de parole, au leadership et à la gestion de l'eau. Un partenariat avec la Direction régionale de l'éducation a conduit à l'intégration de la « culture de l'eau » dans les écoles, touchant 1 778 élèves et 168 enseignant-e-s, et à la création d'un laboratoire régional d'apprentissage sur l'écologie, le genre et la pédagogie participative.

Le projet a aussi appuyé l'institutionnalisation du MERESE, mécanisme qui rémunère les communautés locales pour leurs actions de préservation des écosystèmes, renforçant ainsi la reconnaissance du rôle des femmes dans la gouvernance de l'eau.



Pérou Mujeres del Agua II : Empowerment des femmes rurales haute-andines dans l'action climatique et dans la sécurité hydrique

| NOUVEAU | 2024-2027 |

Face à la crise climatique et à l'insécurité hydrique qui fragilisent les écosystèmes des Hauts-Plateaux andins dans la région d'Arequipa, cette nouvelle phase du projet vise à renforcer la résilience des territoires grâce à la contribution active des femmes rurales.

En misant sur leur leadership, leur autonomie économique et une éducation contextualisée ancrée dans les réalités culturelles et environnementales locales, le projet entend renforcer la mobilisation collective face aux défis climatiques. Des échanges d'expériences entre communautés andines, des partenariats avec diverses organisations et des formations en gouvernance climatique permettront de construire un impact durable et à plus grande échelle. Parallèlement, une attention particulière sera portée à la valorisation de la « culture de l'eau », enracinée dans les savoirs locaux et les pratiques ancestrales. Cette approche vise à corriger les inégalités structurelles tout en favorisant une gestion plus équitable et durable des ressources.

Eleveuse d'alpaga,
Réserve National de
Salinas y Aguada Blanca



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

Togo Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions Centrale et Kara /phase 3

| EN COURS | 2023-2025 | avec Gradse

Le Togo a connu une relative stabilité politique, mais reste affecté par des tensions sécuritaires au nord, des contestations liées aux réformes institutionnelles et une conjoncture économique mondiale difficile, marquée par la flambée des prix des produits de première nécessité. À cela s'ajoutent des défis environnementaux majeurs : sécheresse, appauvrissement des sols, conflits d'usage de l'eau entre éleveuse-s et agriculteur-trice-s, et pénurie d'intrants agricoles. Ces contraintes fragilisent la production agricole et soulignent l'urgence d'initiatives locales renforçant la résilience des communautés rurales.

Dans ce contexte critique, le projet a enregistré des avancées significatives. Trente coopératives agricoles — dont 20 nouvellement créées — ont été mises en place, avec une forte implication des femmes, qui représentent plus de 70 % des bénéficiaires directs. Les formations ont permis d'augmenter les rendements agricoles de 50 à 55 %, de structurer durablement les coopératives, et d'écouler plus de 70 % des

productions. Le mentorat entre anciennes et nouvelles coopératives a favorisé une dynamique locale solidaire. Ces résultats traduisent une vraie progression vers plus d'autonomie économique, d'égalité de genre, et de sécurité alimentaire, avec un impact concret sur les revenus et les conditions de vie des familles rurales.



Togo Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local

| EN COURS | 2022-2025 | avec MVCP

Dans les régions Centrale et des Plateaux, les effets du changement climatique se traduisent par des sécheresses prolongées suivies de pluies intenses, perturbant les cultures, accentuant l'érosion des sols et fragilisant la sécurité alimentaire. L'abandon des pratiques agricoles traditionnelles aggrave la dégradation des écosystèmes. Face à ces défis, le projet a promu des solutions agroécologiques, telles que l'agroforesterie, le reboisement pour restaurer les sols dégradés et l'introduction de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement (réduction des intrants chimiques, compostage, biocharbon) et à une utilisation plus raisonnée de l'eau, des terres et des forêts.

Des avancées concrètes ont été enregistrées : une hausse de 36 % des revenus des bénéficiaires, une nette amélioration des rendements agricoles, et la reconnaissance officielle de 10 coopératives, facilitant leur accès aux financements, aux marchés et aux services techniques. L'accès des femmes à la terre et à l'entrepreneuriat a également été renforcé, avec l'accompagnement de 20 d'entre elles dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Le projet contribue ainsi à poser les bases d'une agriculture plus durable, plus équitable et mieux adaptée aux réalités climatiques actuelles.

Battage du riz à la main.
Togo, 2023



Togo Programme d'Appui à la Gouvernance et aux Dynamiques des Territoires de 6 Communes des Régions de Plateaux et Maritime au Togo (PAGDYT)

| NOUVEAU | 2023-2026 | avec ETD

Ce projet s'inscrit dans un contexte socio-économique marqué par une précarité croissante, accentuée par la stagnation des revenus et l'augmentation du coût de la vie. Parallèlement, le paysage politique togolais a été remodelé par une révision constitutionnelle et des élections législatives et régionales en avril 2024, introduisant un régime parlementaire et renforçant la décentralisation. Cette évolution a créé de nouvelles opportunités pour le projet, en consolidant le rôle des municipalités et des structures de gouvernance locale, qui en sont des éléments clés.

Au terme de sa première année, le projet a enregistré des avancées significatives en matière de gouvernance locale et de résilience socio-économique. À travers une approche participative, 22 initiatives locales ont été soutenues, dont 58 % portées par des femmes et 53 % par des jeunes. Ces initiatives, centrées sur le développement économique, l'emploi et la préservation des ressources naturelles, ont renforcé l'autonomie des communautés et leur capacité d'action. Par ailleurs, quatre infrastructures socio-collectives prioritaires sont en cours de

construction : deux forages, trois hangars de marché et un kiosque solaire. Enfin, la restructuration des cadres de concertation locaux – des comités associant communautés, élus et organisations locales – a facilité une meilleure implication des populations dans les processus décisionnels, en favorisant un dialogue citoyen durable et inclusif.



Kiosque fournisseur d'énergie solaire. Alati, Togo

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

Période du
1^{er} janvier 2024
au 31 décembre 2024

	2024	2023
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes (net)	361 921	271 756
Financements FGC – Ville de Genève	157 786	158 443
Financements FGC – État de Genève	87 125	90 000
Financements FGC – DDC	319 709	436 374
Sous-Total Financements FGC	926 541	956 573
Financements divers (Hors FGC)	147 940	64 380
Sous-Total Financements divers	147 940	64 380
TOTAL produits affectés aux projets	1 074 481	1 020 953
PRODUITS non affectés aux projets		
Dons et cotisations	12 626	17 465
Honoraires et revenus pour prestations	9 600	11 700
Subvention Ville de Genève	15 810	15 500
Recettes de manifestations	8 419	21 681
TOTAL des produits non affectés	46 455	66 346
TOTAL DES PRODUITS	1 120 936	1 087 299
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC (Cf. Annexe 1)	-731 895	-840 118
Dépenses des projets sur fonds divers (Cf. Annexe 1)	-131 901	-36 735
TOTAL charges des projets	-863 796	-876 853

	2024	2023
Frais de fonctionnement		
Frais de personnel	-120 939	-147 455
Loyers + charges des locaux + locations salles	-14 424	-14 476
Assurances	-508	-508
Frais bureautiques et informatiques	-2 031	-2 150
Frais de télécommunications et affranchissements	-2 638	-2 332
Frais publications	-4 064	-6 883
Honoraires divers	-7 567	-4 054
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-2 293	-2 631
TOTAL des frais de fonctionnement	-154 464	-180 489
Participation aux réseaux		
Cotisations	-600	-800
Participation financière FGC	-9 265	-9 465
TOTAL participation aux réseaux	-9 865	-10 366
Fonds attribués aux projets		
Transfert fonds propres sur projets	-3 000	
TOTAL transfert fonds propres sur projets	-3 000	
TOTAL DES CHARGES	-1 031 126	-1 067 708

	2024	2023
Résultat d'exploitation de l'exercice	89 810	19 591
Produits financiers	45	28
Charges financières	-269	-275
Résultat financier	-224	-247
Charges exceptionnelles	-881	
Produits exceptionnels		4 226
Résultat exceptionnel	-881	4 226
Résultat avant variation des fonds	88 705	23 570
Allocations aux fonds affectés (cf. Annexe 1)	-1 074 481	-1 020 953
Utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	863 796	876 853
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	102 242	106 332
Indemnités pour gestion et suivi sur fonds hors FGC (cf. Annexe 1)	21 784	8 397
Résultat de l'exercice (+bénéfice/-perte)	2 044	-5 800

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	2024	2023
Disponibilités		
Caisse	16	96
CCP	5 116	14 145
BCGE	135 507	117 962
TOTAL	140 639	132 202
Autres actifs circulants		
Débiteurs divers	83 106	0
Créances sociales et fiscales	2 075	841
Cautions	6 385	6 339
TOTAL	91 566	7 180
TOTAL ACTIF	232 204	139 383

PASSIF	2024	2023
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	1 640	0
Créanciers et passifs de régularisation	9 265	9 789
Fonds affectés pour projets en cours (voir Annexe 1)	219 240	129 580
TOTAL	230 145	139 368
Capitaux propres		
Résultat reporté	14	5 814
Résultat de l'exercice	2 044	-5 800
TOTAL	2 058	14
TOTAL PASSIF	232 204	139 383

Battage et vanage du riz. Togo



ANNEXE 1 : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2024

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2024	Allocations (net) FGC	Fonds divers affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.24
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2024										
Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire de l'eau potable	5 570	90 580	150	88 099	0	10 064	20	1 884	0
Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer II :	22 752	110 000	20 000	70 389	24 993	12 222	3 333		41 814
Pérou	Arequipa DescoSur Mujeres del agua II	0	83 106	0	276	2 400	9 234	0	9 715	80 911
Pérou	Lima, Cusco CESIP Restitution de droits pour adolescentes	22 352	85 000	0	78 523	0	9 444	0		19 384
Togo	R. Centrale, Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	233	121 373	0	115 742	0	13 486	0		-7 623
Togo	R. Centrale, Kara GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	13 260	163 054	25 000	93 184	55 523	18 117	4 167		30 324
Togo	Plateaux, R. Maritime ETD Développement des territoires	5 481	155 000	0	134 136	0	17 222	0		9 123
Suisse	Genève Black Movie Dialogues sur le cinéma et la justice sociale		5 946	0	0	0	283	0		5 663
Sous-total		69 647	814 059	45 150	580 348	82 915	90 073	7 520	11 599	179 597
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2024										
Colombie	Antioquia P. de sàbila Recon. gestion communautaire de l'eau	11 458	91 967	0	93 411	0	10 219	0	204	0
Colombie	Popayan Pencia de sàbila Rencontres horizons sur droit à l'eau	27	0	0	0	0	27	0		0
Pérou	Arequipa DescoSur Mujeres del agua	49 258	14 899	0	52 787	0	1 655	0	-9 715	0
Suisse	Nous avons tous droits à l'eau! Ensemble faisons des vagues!		5 616	24 090	5 349	23 017	267	1 147	74	0
Sous-total		60 743	112 482	24 090	151 547	23 017	12 168	1 147	-9 437	0
Total projets cofinancés par la FGC en cours et terminés au 31.12.2024		130 390	926 541	69 240	731 895	105 932	102 242	8 667	2 162	179 597
Projets financés hors FGC en cours au 31.12.2024										
Togo	Savanes Cetramode Eau garante de souveraineté alimentaire		0	55 000	0	6 732	0	9 167		39 101
Divers	Projets divers	235		3 000					-2 694	541
Sous-total		235	0	58 000	0	6 732	0	9 167	-2 694	39 642
Projets financés hors FGC terminés au 31.12.2024										
Colombie	Antioquia Vamos Mujer Femmes unies, dignité et paix	-1 045	0	23 700	0	19 236	0	3 950	531	0
Sous-total		-1 045	0	23 700	0	19 236	0	3 950	531	0
Total projets hors FGC en cours et terminés au 31.12.2024		-810	0	81 700	0	25 968	0	13 117	-2 162	39 642
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2024		129 580	926 541	150 940	731 895	131 901	102 242	21 784	0	219 239

ANNEXE 2: FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2024

A • FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC				Brut	Net	
Total communes	365 525	Anières FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	25 000	25 000
Net:	361 921	Bernex FGC	Colombie	Antioquia PENCA Pérennité de la gestion communautaire de l'eau	21 600	21 276
		Carouge FGC	Pérou	Arequipa Descosur Mujeres del Agua I	15 126	14 899
		Carouge FGC	Pérou	Arequipa Descosur Mujeres del Agua II	84 373	83 106
		Chêne-Bougeries FGC	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	45 325	45 325
		Choulex FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	5 000	5 000
		Collonge-Bellerive FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	16 000	16 000
		Grand Saconnex FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire de l'eau potable	20 000	19 700
		Lancy FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	40 000	39 400
		Pregny-Chambessy FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire de l'eau potable	13 000	12 805
		Puplinge FGC	Colombie	Antioquia PENCA Pérennité de la gestion communautaire de l'eau	20 000	20 000
		Thônex FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	14 000	14 000
		Versoix FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	28 226	27 803
		Veyrier FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	17 875	17 607
Ville de Genève	157 786	Ville de Genève FGC	Colombie	Antioquia PENCA Pérennité de la gestion communautaire de l'eau	19 428	19 428
		Ville de Genève FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	15 000	15 000
		Ville de Genève FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	20 000	20 000
		Ville de Genève FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	31 796	31 796
		Ville de Genève FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime ETD Gouvernance et dynamiques des territoires	60 000	60 000
		Ville de Genève FGC	Suisse	Genève emp'ACT Tous droits à l'eau. Faisons de vagues	5 616	5 616
		Ville de Genève FGC	Suisse	Genève emp'ACT Dialogues sur le cinéma et la justice sociale	5 946	5 946
État de Genève	87 125	Etat Genève FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	20 000	20 000
		Etat Genève FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	12 125	12 125
		Etat Genève FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime ETD Gouvernance et dynamiques des territoires	55 000	55 000
Confédération	319 709	DDC FGC	Colombie	Divers ENDA Gestion communautaire de l'eau potable	59 462	59 462
		DDC FGC	Colombie	Antioquia PENCA Pérennité de la gestion communautaire de l'eau	29 876	29 876
		DDC FGC	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	44 675	44 675
		DDC FGC	Pérou	Lima et Cusco CESIP Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	35 000	35 000
		DDC FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime ETD Gouvernance et dynamiques des territoires	40 000	40 000
		DDC FGC	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	68 922	68 922
		DDC FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux MVCP Entrepreneuriat agricole durable	41 774	41 774
Total fonds publics (FGC)					930 145	926 541

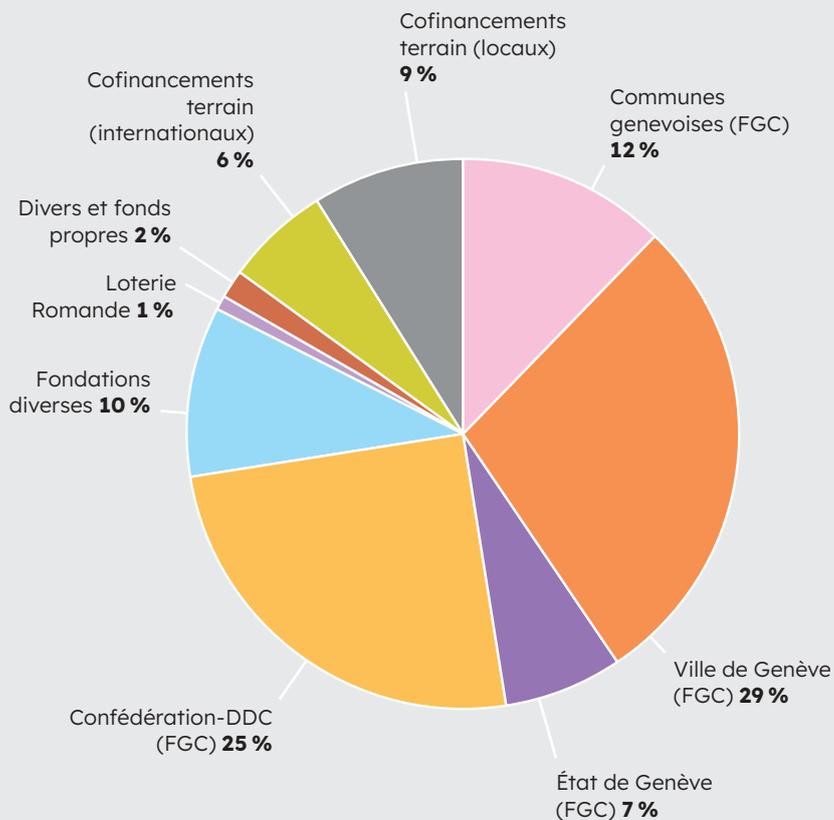
B • FINANCEMENTS DIVERS

			Brut	Net		
Divers	147 940	Fondation Coromandel	Togo	Savanes Cetramode Eau et agroécologie garantes de la souveraineté alimentaire	20 000	20 000
		Daster-Schild Stiftung	Togo	Région centrale GRADSE Renforcement sécurité alimentaire	25 000	25 000
		Fondation Fokus Frauen	Pérou	Lima Desco Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	20 000	20 000
		Fondation genevoise d'utilité publique	Suisse	Genève emp'ACT Tous droits à l'eau : Faisons des vagues	10 000	10 000
		Fondation Gertrude Hirzel	Togo	Savanes Cetramode Eau et agroécologie garantes de la souveraineté alimentaire	25 000	25 000
		L'Effet Papillon	Colombie	Antioquia Vamos Mujer Femmes unies tissent des routes de dignité et de paix	8 700	8 700
		Fondation philanthropique Famille Sandoz	Colombie	Antioquia Vamos Mujer Femmes unies tissent des routes de dignité et de paix	15 000	15 000
		Loterie Romande	Suisse	Genève emp'ACT Tous droits à l'eau : Faisons des vagues	10 000	10 000
		Services industriels de Genève	Togo	Savanes Cetramode Eau et agroécologie garantes de la souveraineté alimentaire	10 000	10 000
		Dons divers affectés	Divers	Divers	4 240	4 240
		Soirée solidaire	Divers	Divers projets eau	3 000	3 000
Total fonds divers (hors FGC)					150 940	150 940
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS EN 2023					1 081 085	1 077 481

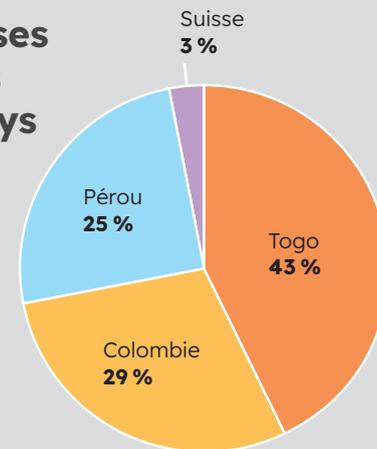


8 mars, Manifestation Journée internationale des femmes. Lima, Pérou

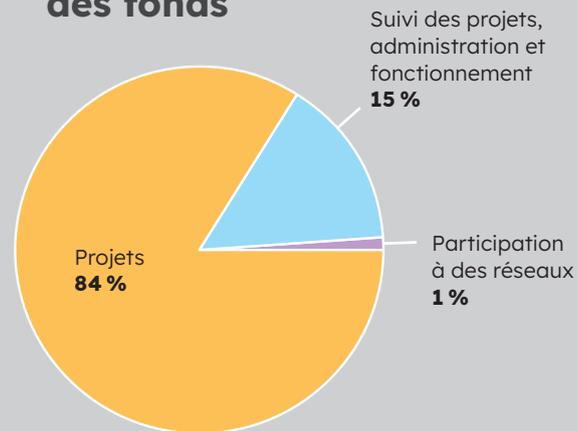
Sources de financement pour projets (2024)



Dépenses projets par pays



Affectation des fonds



UN GRAND MERCI

EN 2024, emp'ACT A PU MENER SES ACTIONS GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER DES INSTITUTIONS SUIVANTES :

- DDC - Direction de la Coopération au Développement (FGC)
- Etat de Genève (FGC)
- Ville de Carouge (FGC)
- Ville de Genève (FGC)
- Ville de Lancy (FGC)
- Ville de Versoix (FGC)
- Commune d'Anières (FGC)
- Commune de Bernex (FGC)
- Commune de Chêne-Bougeries (FGC)
- Commune de Choulex (FGC)
- Commune de Collonge-Bellerive (FGC)
- Commune de Grand-Saconnex (FGC)
- Commune de Pregny-Chambessy (FGC)
- Commune de Puplinge (FGC)
- Commune de Thônex (FGC)
- Commune de Veyrier (FGC)
- Fondation Coromandel
- Fondation Daster-Schild
- Fondation Fokus Frauen
- Fondation genevoise d'utilité publique
- Fondation Gertrude Hirzel
- Fondation philanthropique de la Famille Sandoz
- L'Effet Papillon
- Loterie Romande
- Services Industriels de Genève

**NOUS REMERCIONS
CHALEUREUSEMENT NOS 350
MEMBRES DONATEUR·TRICE·S
POUR LEUR SOUTIEN ET LEUR
SOLIDARITÉ.**

**NOUS REMERCIONS ÉGALEMENT
TOUTES LES PERSONNES QUI ONT
PARTICIPÉ À NOS MANIFESTATIONS
ET FESTIVITÉS DES 40 ANS.**



Vos cotisations et dons sont indispensables pour faire vivre notre association !

Suivez-nous sur :   



Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.



Faire un don

En soutenant financièrement emp'ACT, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

emp'ACT

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022 329 67 68

Email : info@emp-act.ch

www.emp-act.ch

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147